

Une voix: Chose rare.

M. Benjamin: ... qui trouve que le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) se prépare pour la Seconde Guerre mondiale. Je pensais qu'il se préparait peut-être pour le combat de Dollard des Ormeaux. Dans le domaine de la technologie, où je ne suis pas un spécialiste, je crois savoir que tout près d'ici, à Bell's Corners, on a mis au point la prochaine génération des techniques de communication et d'électronique destinées à la surveillance et à la détection et que le ministère de la Défense des États-Unis et d'autres organismes y portent un grand intérêt et concluront peut-être un contrat d'achat. Or, le ministre se prépare à acheter un appareil dont les instruments de surveillance et de détection sont déjà désuets. Je trouve cette décision curieuse.

Si le ministère de la défense des États-Unis et ceux des autres pays vont acheter de la technologie canadienne plus efficace et plus moderne que la leur, je ne comprends pas pourquoi le ministre voudrait continuer à marchander avec Lockheed. C'est une autre raison de déposer à la Chambre les documents qu'on a demandés. Le ministre n'arrive pas à prendre une décision mais peut-être que, grâce à ces documents, nous pourrions l'y aider.

Le ministre a essayé de justifier ces négociations en se fondant sur ce que ses copains de l'OTAN lui avaient dit sur les Russes, qui seraient en avance sur nous dans certain domaines des armements. Avec ces 18 avions à hélices, dont les instruments de surveillance et de détection sont déjà désuets, je ne vois pas comment nous pourrions aider l'OTAN ni rattraper les Russes; nous allons être la risée, non seulement des Russes mais aussi de nos partenaires de l'OTAN. Que le ministre revienne avec cet argument sur le tapis pour dire que le Canada pourrait être au même niveau ou à jour dans sa participation à l'OTAN avec ces 18 appareils à hélices dépasse mon entendement.

Si l'on peut soutenir qu'il faut des avions dotés d'un équipement de surveillance et de détection du dernier cri, non pas pour des fins militaires mais pour de nombreuses autres raisons auxquelles les députés et tous les Canadiens devraient s'intéresser, et si nous possédons nous-mêmes certaines techniques ou certains moyens ou que des pays autres que les États-Unis possèdent ces techniques et ces moyens, alors c'est sûrement dans cette voie que nous devrions nous engager.

Je pense que nous avons besoin d'un équipement de surveillance le long de nos côtes, tant en surface que dans les airs, beaucoup plus important que celui que nous avons actuellement. Croyez-le ou non, il se pourrait que le budget consenti à la défense par un gouvernement néo-démocrate dépasse celui du gouvernement actuel; il serait plus élevé pour des raisons bien différentes. Si nous voulons conserver notre souveraineté et fournir les moyens nécessaires à son maintien, et si nous voulons contrôler les zones de pêche, lutter contre la pollution, faire les recherches et le sauvetage dans les limites de 200 milles, il nous faut alors des avions et des bateaux.

Le ministre de la Défense nationale essaie de jouer dans une ligue majeure avec des patins à deux lames. Le ministre envisage d'acheter un patrouilleur à hélices à long rayon d'action, peut-être même à turbo-propulseurs, muni d'ordinateurs et d'équipement électronique qui, au bas mot, est en retard de 5 ans, sinon de 10, et cela bien que nous ayons les moyens techniques d'assurer la surveillance aérienne et de construire la cellule de cet appareil dans les deux sociétés aéronautiques que le gouvernement du Canada a achetées. Je ne peux pas supporter que l'entre-

Contrat Lockheed Corporation

prise privée se laisse acheter par l'État contrairement à ses principes. L'État la transforme en société de la Couronne non pas parce qu'il en a besoin, mais pour venir au secours de ses amis de l'entreprise privée qui boivent un bouillon.

Cela m'amène à une autre considération. Je conteste ce qu'on dit mes amis à ma droite. Nous sommes très occupés avec cette histoire de Lockheed. Normalement, sous le système de l'entreprise privée, si on désire vendre quelque chose à un client, qu'il s'agisse du gouvernement, d'une société ou d'un individu, on doit assumer soi-même toutes les responsabilités, assurer sa production, son financement, obtenir ses prêts et garanties. En fait il faut se débrouiller tout seul.

Un gouvernement national achète du matériel de défense—qu'il s'agisse du gouvernement du Canada, des États-Unis, ou de tout autre pays—mais soudain, l'entreprise privée qui produit ce matériel a besoin de certaines garanties à l'avance pour l'aider dans son financement, afin de fabriquer le produit qu'on lui a commandé et, entre temps, il faut ajouter quelques millions supplémentaires pour lui permettre d'obtenir l'argent nécessaire à la fabrication du matériel. Même si j'étais un capitaliste et un partisan enragé de la libre entreprise, au lieu d'avoir à subir toutes ces absurdités, je préférerais construire l'avion moi-même. C'est une autre raison pour laquelle je suis heureux d'appuyer la motion visant la production de documents, que le député a présentée.

Depuis quand le gouvernement du Canada et les contribuables canadiens doivent-ils contribuer au financement d'une entreprise dont la réputation et l'éthique professionnelle sont celles d'un matou? Si j'étais un partisan de la libre entreprise et un adepte du capitalisme enragé, ce serait la dernière entreprise avec qui je traiterais, car elle n'ajoute rien à la confiance qu'on peut avoir dans les pratiques et la théorie de l'entreprise privée. C'est une autre raison pour laquelle je ne comprends pas pourquoi le gouvernement continuera après 6 heures ce soir, à négocier encore avec la Lockheed. Le gouvernement devrait leur demander de s'en retourner chez eux, il devrait leur dire qu'il ne veut même plus parler avec eux. Comment le ministre de la Défense nationale peut-il se laisser bernier au point d'acheter un appareil qui est déjà périmé depuis cinq ans? Sans être un expert, je n'y comprends rien. Je me demande d'ailleurs ce qu'en pensent les experts canadiens.

Je suppose qu'on peut appeler ceci une affaire, au pire sens du terme. Si une entreprise envisage de traiter avec le public d'une façon honnête et sincère et est disposée à soutenir la concurrence—au meilleur ou au pire sens du mot, comme on viendra—elle n'hésiterait pas un instant à traiter ouvertement et honnêtement avec le gouvernement, et en retour le gouvernement n'hésiterait pas à se montrer sincère avec le public et avec la Chambre des Communes.

● (1730)

Étant donné ce qui se passe depuis des années, personne ne peut me convaincre que les gens des hautes sphères du gouvernement ne savaient pas à qui ils avaient affaire, qu'il s'agisse de la Lockheed ou de nombreuses autres compagnies. Ils savaient ce que monsieur tout le monde soupçonnait depuis des années et qui a été confirmé par les événements qui se sont produits depuis 12 ou 18 mois.

Nous devons mettre fin à tous les contrats avec la Lockheed en vue d'acquiescer un patrouilleur à long rayon d'action et des appareils pour la garde côtière. Nous sommes loin de connaître le noeud de l'affaire, mais je pense qu'il est normal d'entreprendre cette recherche au nom des Canadiens. Ce que nous demandons coûtera beaucoup d'ar-